



Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement

Centre Occitanie - Montpellier

2 place Pierre Viala 34060 MONTPELLIER CEDEX 2
SIRET de l'établissement : 180 070 039 01027 APE : 7219

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Accord-cadre à bons de commande

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP

Procédure d'Appel d'Offres Ouvert

Représentant du Pouvoir Adjudicateur INRAE (acheteur) :
Le Président du Centre Occitanie - Montpellier

Objet du marché :

Assainissement des accessions de vigne de la collection du Domaine de Vassal
Relance de la consultation après déclaration sans suite

*Projet CPER financé par la région Occitanie,
L'Agglomération Grand Narbonne, le département de l'Aude et INRAE*



Code NACRES : NE.12 : BIOLOGIE CELLULAIRE : AUTRES SERVICES
CPV principal : 77110000-4 : Services liés à la production agricole.

SOMMAIRE

1	CONTEXTE	3
2	OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2.2	FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
2.3	TYPE DE PROCEDURE	4
2.4	LOTS / TRANCHES / PSE / VARIANTES	4
2.4.1	Lots	4
2.4.2	Tranches	4
2.4.3	Prestation supplémentaires éventuelles	4
2.4.4	Variantes	4
2.5	DUREE D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	5
3	NOTIFICATION ET ECHANGES DEMATERIALISES	5
4	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
5	MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
5.1	GENERALITES	6
5.1.1	Points de contact	6
5.2	EMISSION DES BONS DE COMMANDE	6
5.3	VERIFICATION QUANTITATIVE ET QUALITATIVE	6
5.4	DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
6.1	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	7
6.2	REPARATION DES DOMMAGES	7
7	SOUS-TRAITANCE	7
8	ASSURANCE	8
9	PRIX	8
9.1	CONTENU DES PRIX	8
9.2	REVISION DES PRIX	8
10	MODALITES DE REGLEMENT	9
10.1	MODALITES DE PAIEMENT	9
10.2	MODALITES DE FACTURATION	9
10.3	MODALITES DE PAIEMENT	10
10.4	PAIEMENT DES COTRAITANTS	10
10.5	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	10
11	AVANCE	10
12	PÉNALITES	11
12.1	PENALITES POUR RETARD	11
12.2	CONDITIONS D'APPLICATIONS DES PENALITES	11
12.3	PROCEDURE CONTRADICTOIRE	11
13	ZONE A REGIME RESTRICTIF (ZRR)	11
14	RESILIATION	11
15	CESSION - NANTISSEMENT	12
16	PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	12
16.1	EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES	12
	Conformité au RGI	12
	Conformité au RGAA	13
	Conformité au RGS	13
	Conformité à la PSSIE	13
	Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD	13
16.2	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	13
	Obligation de sécurisation des données	13
	Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle	14
17	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	14
17.1	GENERALITES	14
17.2	MODIFICATIONS MINEURES	14
17.3	MODIFICATIONS MAJEURES	14
18	ATTRIBUTION DE JURIDICTION	15
19	DEROGATIONS	15

1 CONTEXTE

INRAE, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, est un Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST) placé sous la double tutelle des ministères chargés de la recherche et de l'agriculture.

L'institut a pour missions de réaliser, d'organiser et de coordonner, à son initiative ou à la demande de l'État, tous travaux de recherche scientifique et technologique dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la forêt, de l'environnement, de l'eau, de la biodiversité, de la bioéconomie, de l'économie circulaire, de la gestion durable des territoires et des risques dans les champs de compétence précités. Les activités de recherche de INRAE s'appliquent aux domaines de la production agricole et de sa transformation, de la gestion de l'espace rural et des ressources naturelles, et de l'alimentation de l'homme.

Ses missions générales sont :

- De produire et de diffuser des connaissances scientifiques ;
- De concevoir des innovations et des savoir-faire pour la société ;
- D'éclairer, par son expertise, les décisions des acteurs publics et privés ;
- De développer la culture scientifique et technique et de participer au débat science/société ;
- De former à la recherche et par la recherche.

La collection de ressources génétiques de vignes de Vassal constitue un patrimoine génétique scientifique, culturel et historique unique au monde. Le conservatoire rassemble plus de 8 000 accessions provenant de plus de 50 pays. Cette collection est essentielle pour l'amélioration variétale, notamment pour faire face aux défis posés par le changement climatique et la transition agroécologique.

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent CCAP a pour objet « **l'assainissement des accessions de vigne de la collection du Domaine de Vassal** ».

Il s'agit de l'assainissement de plants de vigne par la méthode de thermothérapie associée au micro-greffage de méristèmes ou à la cryothérapie d'apex, ou bien par la méthode de culture de méristèmes.

La nature des prestations, ainsi que leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Unités concernées par le projet :

Unité Expérimentale de Vassal

Domaine de Vassal – Route de Sète – 34340 Marseillan Plage

UMR AGAP

Bâtiment ARCAD – 10 rue Arthur Young – 34395 Montpellier

Lieu d'exécution des prestations :

Locaux du titulaire ou des membres du groupement éventuel.

2.2 Forme de l'accord-cadre

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique.

En application des dispositions des articles L2125-1, R2162-2, R2162-4, R 2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique, le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande sans minimum et avec un montant maximum prévu de : 2 750 accessions sur la durée totale du marché.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et ne donne pas lieu à la conclusion de marchés subséquents. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de

validité. Toutes les prestations commandées avant la date de fin du marché doivent être exécutées par le titulaire.

Les bons de commande sont établis conformément aux prix annexés à l'acte d'engagement. L'émission des bons de commande peut intervenir uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre en application de l'article R 2162-5 du CCP. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration de l'accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser six (6) mois à compter de l'émission du dernier bon de commande.

Exécution complémentaire – clause de réexamen

Les dispositions de l'article 25 du CCAG-FCS s'appliquent en cas de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché.

L'acheteur se réserve le droit d'activer une clause de réexamen, conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, pour des raisons à venir réglementaires, techniques ou financières qu'il n'est pas possible d'intégrer initialement au marché, notamment en cas de dépassement de la durée du marché indiqué dans l'acte d'engagement, ou de révision du nombre d'accessions tels que précisé à l'article 3.2 du CCTP.

Les parties examinent de bonne foi ces conséquences notamment financières.

Un avenant formalisera la prolongation du marché et la prise en charge (en totalité ou non) des éventuels surcoûts financiers induits par les événements.

2.3 Type de procédure

Le présent marché est un accord-cadre de service passé selon une procédure d'appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L2124-1 et L2124-2, R2124-1 et R2124-2 du code de la commande publique.

Prestations similaires

En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

2.4 Lots / Tranches / PSE / Variantes

2.4.1 Lots

La présente consultation n'est pas décomposée en lots au sens de l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique.

En effet, compte tenu de l'enjeu représenté par le transfert de la collection de Vassal, il est impératif de travailler avec un seul interlocuteur afin de disposer d'une meilleure efficacité de la prestation et d'un suivi simplifié pour le maître d'ouvrage. La dévolution en lots séparés risque donc de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.4.2 Tranches

Sans objet

2.4.3 Prestation supplémentaires éventuelles

Sans objet

2.4.4 Variantes

Variantes à l'initiative des candidats :

En application des dispositions de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les variantes à l'initiative des candidats sont autorisées (voir article 2 du CCTP). Aucune variante à l'initiative de l'acheteur n'est prévue.

2.5 Durée d'exécution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an (12 mois) à compter de la date indiquée à l'acte d'engagement. Il est reconduit tacitement.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 4

La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

Compte tenu de la lourdeur de la procédure d'assainissement, il a été décidé, pour plus de sécurité sur la qualité de la prestation, de limiter le nombre d'accessions à assainir par an pour le prestataire.

En effet, le travail demandé pour le chantier correspondant à cet appel d'offre est extrêmement minutieux et nécessitera une très grande compétence et une forte technicité. Le prestataire devra donc investir fortement en personnel et formation.

Cette limitation a une incidence sur la durée totale du marché que nous avons décidé de porter à 5 ans maximum.

L'émission du dernier bon de commande devra être réalisé au maximum à la fin de la 5^{ème} année.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par INRAE au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de la période en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre en aucun cas, au profit du titulaire, un droit à une compensation financière.

3 NOTIFICATION ET ECHANGES DEMATERIALISES

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG FCS, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite de manière dématérialisée par le biais du profil acheteur, ce moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation sur le profil d'acheteur, à l'issue de d'un délai de trois jours à compter de la date de mise à disposition du document.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

4 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du présent accord-cadre sont énumérées ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe (Bordereau des Prix Unitaires), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable à ce marché public est le CCAG de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) du 30/03/2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique / Offre technique et financière du candidat ainsi que les réponses aux questions et les pièces supplémentaires, de nature technique, présentées par le titulaire.

Les exemplaires en original conservés dans les archives INRAE de ces pièces contractuelles hors le CCAG, font seul foi.

Toute clause portée dans les documents du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Le marché constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, ainsi que de l'ajout de toute clause administrative ou juridique.

Le marché pourra être éventuellement modifié par avenant, signé des deux parties. Un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie générale du marché ni en changer l'objet.

5 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Généralités

5.1.1 Points de contact

Le titulaire devra désigner, dans son offre, un chef de projet qui sera le point de contact principal pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire devra communiquer les coordonnées téléphoniques et l'adresse mail de ce point de contact.

De même, dès la notification, INRAE désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

5.2 Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande établis à partir des prix indiqués au BPU par le titulaire en fonction des besoins INRAE.

Les bons de commande sont adressés au titulaire par mail, au fur et à mesure des besoins, par un représentant habilité de INRAE.

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- Le numéro et date du bon de commande,
- Le numéro du présent accord-cadre,
- Les-nom et adresse du titulaire,
- La nature et la description des prestations à réaliser,
- Les délais d'exécution (date de début et de fin),
- Les lieux d'exécution des prestations,
- La quantité,
- Les prix unitaires,
- Le montant total hors taxes du bon de commande,
- Le taux et montant de la TVA,
- Le montant total TTC.

5.3 Vérification quantitative et qualitative

Chaque lot sera accompagné d'un bon de commande qui spécifiera le nombre d'accessions à assainir. Ce nombre sera défini d'un commun accord par les deux parties. Il correspondra au nombre d'accessions fournies par le prestataire à INRAE à chaque envoi de matériel.

Suite au retour des plants à INRAE après 2 mois de CIV, INRAE procédera à la vérification de l'état sanitaire viral du lot en question, par test PCR, reprise en mini-serre et absence d'autres pathogènes et ou parasites (au maximum après 6 semaines).

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS, les prestations seront vérifiées au fur et à mesure de leur exécution.

Des contrôles qualité pourront être effectués à tout moment par le personnel INRAE.

À l'issue des opérations de vérification de chaque lot (correspondant à 1 bon de commande), INRAE prend sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

5.4 Délai d'exécution des prestations

Les accessions à assainir seront fournies sur une période maximale de 5 ans selon le calendrier précisé à l'article 3.2 du CCTP.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 Obligation de confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et son personnel, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, sont tenus par une stricte obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, techniques, financières, administratives ou nominatives ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel INRAE qui lui auront été communiquées par INRAE, ou dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Il s'interdit notamment de communiquer des informations sur le matériel végétal envoyé par INRAE à qui que soit. La nature du matériel végétal, la quantité envoyée, la quantité demandée ou toute autre information afférente est strictement confidentielle.

En cas de violation de la présente clause, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, lequel s'expose aux poursuites pénales en vigueur ainsi qu'à leurs conséquences.

6.2 Réparation des dommages

Conformément à l'article 8 du CCAG-FCS, tous dommages causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les individus et les biens où ce matériel est exploité. Le titulaire garantit également le pouvoir adjudicateur contre tout préjudice économique qu'une faute d'imprudence ou de négligence pourrait entraîner à son encontre.

7 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, à condition d'avoir obtenu de INRAE l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance (DC4).

La sous-traitance totale des prestations objet de l'accord-cadre est strictement interdite.

La sous-traitance est régie par les articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique. Le titulaire fait accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur. Cette demande peut intervenir au stade de dépôt des offres ou en cours d'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles L2193-4 à L2193-7 et L2193-10 à L2193-14 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-FCS. Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-dc4-et-notice-explicative>), une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner découlant des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant détient obligatoirement les agréments requis de l'entreprise titulaire (en cours de validité) pour

l'exécution des prestations qui lui sont sous-traitées.

En cas de non déclaration de sous-traitance, quel que soit le rang de celle-ci, le sous-traitant concerné devra immédiatement cesser sa prestation. Le titulaire de l'accord-cadre sera mis en demeure de régulariser la situation. Une pénalité pourra lui être immédiatement appliquée.

Le défaut de communication de l'acte spécial de sous-traitance, un mois après avoir été mis en demeure de le fournir, expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 32.1 e) du CCAG-FCS (résiliation du marché). **Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre sans mise en demeure préalable.**

Si, sans motif valable, le titulaire n'a pas remis à INRAE le contrat de sous-traitance ou la justification de la fourniture d'une caution en l'absence de délégation de paiement pour les sous-traitants de rang n+ 1 quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, l'établissement bénéficiaire se réserve le droit d'appliquer une pénalité journalière.

Pour l'ensemble de ses obligations, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels ou préposés. En effet, **au regard de l'article L.2193-3 du code de la commande publique le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.**

8 ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, avant la notification du marché, qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et d'INRAE en cas d'accidents ou de dommages matériels, immatériels ou corporels causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du marché

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation d'assurance légale sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas de groupement, ces dispositions s'appliquent pour chacun des cotraitants et sous-traitants.

9 PRIX

9.1 Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement le transport jusqu'au lieu de réalisation des prestations (frais kilométriques, hébergements) ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Chaque prix unitaire comprend les prestations décrites dans le bordereau de prix et répond aux prescriptions détaillées dans le C.C.T.P.

Les prix du marché sont exprimés hors TVA.

9.2 Révision des prix

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre à compter de sa date de notification.

Ils sont ensuite révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre, par référence au barème du titulaire tel qu'il est appliqué à l'ensemble de sa clientèle.

Deux mois avant la reconduction de l'accord-cadre, le titulaire fournira à l'acheteur pour validation le barème des nouveaux tarifs de toutes les prestations ainsi que l'annexe financière à l'acte d'engagement mise à jour (sous tableaux excel).

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas envoyé son prix révisé dans le délai contractuel défini ci-avant, les tarifs applicables de l'année précédente seront reconduits.

Clause de sauvegarde

10 MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Modalités de paiement

Conformément à l'article R 2191-23 du code de la commande publique, les prestations seront réglées après vérification des prestations réalisées conformément aux dispositions du CCTP et validation du service fait par l'unité.

Chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00€ HT fera l'objet d'une avance telle que décrite à l'article 10 ci-après. Le solde, soit 70% sera versé suite à la livraison des plants, objet du bon de commande, en tube. Les factures devront porter les mentions décrites à l'article 9.2 ci-après. L'unité monétaire du présent accord-cadre est l'euro (€).

10.2 Modalités de facturation

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations stipulées dans le bon de commande et constatées par INRAE.

Les factures seront établies selon les règles prévues par la comptabilité publique.

Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants sous peine d'être rejetées :

- Le nom et la raison sociale du titulaire
- Le numéro SIRET du titulaire
- Le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire
- Le numéro du compte bancaire du titulaire
- Le numéro SIRET de INRAE : **180 070 039 01027**
- TVA intracommunautaire de INRAE : **FR57180070039**
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement)
- **Les prestations réalisées (libellé des prestations à indiquer au niveau de la désignation de la facture)**
- Le montant HT des prestations et fournitures (liste détaillée pour la partie unitaire)
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat « Chorus Pro », par dépôt au format pdf sur le site suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation du portail de facturation (CHORUS) est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire devra obligatoirement renseigner sur Chorus Pro les éléments suivants, sous peine d'empêcher la prise en charge automatisée de sa facture et d'entraîner l'allongement des délais de traitement :

- Le numéro de SIRET, **180 070 039 01027**, qui identifiera la structure **INRAE OCCITANIE MONTPELLIER** en tant que destinataire de la facture ;

- Le **numéro d'engagement juridique** : **numéro de bon de commande** (auquel se rattache la facture). **Ce numéro est à saisir dans son intégralité.**

10.3 Modalités de paiement

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre Occitanie - Montpellier.
Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre Occitanie - Montpellier.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture via CHORUSPRO ou au plus tard à compter de l'admission de la prestation (service fait) par INRAE.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.
Le règlement sera effectué par virement administratif au compte bancaire indiqué à l'acte d'engagement.

10.4 Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-FCS, En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

10.5 Paiement des sous-traitants

L'acte d'engagement ou le DC4 indique le maximum qui doit être réglé aux sous-traitant éventuels.
Le sous-traitant de premier rang doit être payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est supérieur au seuil de 600 euros TTC défini à l'article R 2193-10 du CCP.
Le sous-traitant de 2ème rang ou d'avantage ne bénéficie pas du droit de paiement direct.

Conformément à l'article R 2193-11 et suivants du CCP, le « sous-traitant direct » adresse, au titulaire de l'accord-cadre (ou cotraitant), sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché (ou cotraitant le cas échéant), par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'AR ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part à INRAE, d'autre part au sous-traitant. Passé ce délai mentionné à l'article R 2193-12 du CCP, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement, dans les conditions fixées à l'article R 2193-11 du CCP, ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à INRAE accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

INRAE adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et l'informe des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

11 AVANCE

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles L 2191-2, R 2191-3 et R 2191-16 du CCP, pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement. Conformément à l'article R 2191-7 du code précité, le montant de l'avance est fixé à 30% du montant TTC du bon de commande. L'avance est payée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Conformément à l'article R 2191-19 du CCP, Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

12 PÉNALITES

12.1 Pénalités pour retard

L'article 14.1 du CCAG-FCS s'applique en cas de retard dans l'exécution des prestations dont les périodes de réalisation ont été préalablement définis entre le titulaire et INRAE.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, si le délai n'est pas respecté et si ce retard est inexplicé, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant est de : **50€ par jour de retard**

12.2 Conditions d'applications des pénalités

Lorsque le délai imparti au titulaire expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Les pénalités ne sont pas elles même assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché ou de la tranche considérée, sans dépasser 20%.

En cas de retards réitérés ou atteignant le taux limite de 20% de pénalité de retard, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

12.3 Procédure contradictoire

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'acheteur peut mettre en œuvre une procédure contradictoire avec mise en demeure préalable, avant de pouvoir appliquer des pénalités.

13 ZONE A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

14 RESILIATION

Outre les cas prévus par le présent CCAP, INRAE peut résilier le présent marché conformément aux dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG FCS.

Si le titulaire du marché déclare ne pas pouvoir exécuter le marché, ou en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de celui-ci, le marché est résilié aux torts du titulaire avec mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation du marché, ou à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et, d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

D'une façon générale, il est rappelé qu'en application de l'article 41.1.n) du CCAG FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 et R 2143-6 à R 2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R 2143-8 du même code, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'expose à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG FCS.

En application de l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par INRAE, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Dans tous les cas, jusqu'à la résiliation, les prestations sont exécutées de manière permanente et continue dans les conditions du marché et quelle que soit la nature des litiges existant entre les parties ou en leur sein.

15 CESSIION - NANTISSEMENT

L'exemplaire unique destiné à former titre en cas de nantissement sera fourni uniquement sur demande expresse du titulaire.

Les cessions de créances doivent être notifiées à l'Agent Comptable Secondaire INRAE Occitanie-Montpellier.

16 PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Dans le cadre du marché, le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

En complément de l'article 5.2 du CCAG-FCS, la clause RGPD à INRAE est la suivante :

16.1 Exigences règlementaires de confidentialité et sécurisation des données

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives. La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrage des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrage du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS : <http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE : <https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-qu'il-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-FCS et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

16.2 Engagement du titulaire

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,

- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

17 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

17.1 Généralités

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance de INRAE.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant (extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB etc...).

17.2 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- à la modification dénomination sociale du titulaire,
- à la modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement
- à la modification des coordonnées bancaires

17.3 Modifications majeures

Sont considérées comme majeures les modifications suivantes :

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à la modification du n° d'identification (SIREN, SIRET ou autres)
- Lors d'un transfert, d'une cession
- Toute autre modification affectant la possibilité du titulaire d'exécuter le marché

Transfert – Cession

Le titulaire doit alerter INRAE à l'adresse mentionnées en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre conclus par INRAE, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par INRAE de la cession de l'accord-cadre, cette cession fait l'objet d'une modification de l'accord-cadre constatant son transfert au nouveau titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par INRAE. Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter l'accord-cadre.

Ces modifications doivent être portées à la connaissance de INRAE dans les plus brefs délais. Ces modifications peuvent en effet entraîner la renumérotation de l'accord-cadre par INRAE et la transmission de ce nouveau numéro au titulaire du présent accord-cadre.

18 ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Montpellier est seul compétent.

Tribunal Administratif de Montpellier
6, Rue Pitot,
34000 Montpellier
Tél : 04.67.54.81.00 - SIRET : 17340005200010
E-mail : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

19 DEROGATIONS

Article du CCAP	Dérogations au CCAG-FCS	Thème
Article 3	Article 3.1	Modalité de notifications
Article 4	Article 4.1	Pièces constitutives du marché
Article 5.3	Articles 28/29	Vérification des prestations
Article 8	Article 9.2	Assurances
Article 11	Article 11.1	Avance
Article 12.1	Article 14.1	Pénalités pour retard
Article 12.2	Articles 14.1.2 et 14.1.3	Modalité d'application des pénalités

Fait à Montpellier le 12/12/2025